

Source : http://www.lepoint.fr/dossiers/culture/comprendre-l-economie/pourquoi-une-societe-de-decroissance-est-elle-souhaitable-05-03-2016-2023155_3014.php

Téléchargement 06 03 2016

Pourquoi une société de décroissance est-elle souhaitable ?

Monnaies locales, jardins partagés, agriculture urbaine... Les initiatives de relocalisation anti-croissance se multiplient, au nom d'une abondance "frugale".

Par Serge Latouche

Publié le | Le Point.fr



© Maxppp/ EMILE LOREAUX

[Abonnez-vous à partir de 1€](#)

La croissance, poison mortel pour l'humanité ? C'est le postulat des partisans de la décroissance, mobilisés aujourd'hui pour instaurer une nouvelle manière de vivre, où l'économie redeviendrait locale et potentiellement plus protectrice. Utopie ? Le mot « décroissance » est d'un usage récent dans le débat écologique, économique et social. Il a été utilisé à partir de 2002 comme un slogan provocateur pour dénoncer la mystification de l'idéologie du développement durable. Il désigne désormais un projet alternatif complexe, et qui possède une incontestable portée analytique et politique.

Fantasme

La croissance est un phénomène naturel et, comme tel, indiscutable. Le cycle biologique de la naissance, du développement, de la maturation, du déclin et de la mort du vivant et sa reproduction sont aussi la condition de la survie de l'espèce humaine, qui doit se métaboliser avec son environnement végétal et animal. Les hommes ont tout naturellement célébré les forces cosmiques qui assuraient leur bien-être sous la forme symbolique de la reconnaissance de cette interdépendance et de leur dette envers la nature à cet égard. Le problème surgit quand la distance entre le symbolique et le

réel disparaît.

Alors que toutes les sociétés humaines ont voué un culte justifié à la croissance, seul l'Occident moderne en a fait sa religion. Le produit du capital, résultat d'une astuce ou d'une tromperie marchande, et le plus souvent d'une exploitation de la force des travailleurs, est assimilé au regain des plantes. L'organisme économique, c'est-à-dire l'organisation de la survie de la société, non plus en symbiose avec la nature, mais en l'exploitant sans pitié, doit croître indéfiniment, comme doit croître son fétiche, le capital. La reproduction du capital/économie fusionne la fécondité et le regain, le taux d'intérêt et le taux de croissance. Cette apothéose de l'économie/capital aboutit au fantasme d'immortalité de la société de consommation. C'est ainsi que nous vivons dans des sociétés de croissance.

Croître pour croître

La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de l'économie et de la vie. Il ne s'agit pas de croître pour satisfaire les besoins reconnus, ce qui serait une bonne chose, mais de croître pour croître. La société de consommation est l'aboutissement normal d'une société de croissance. Elle repose sur une triple illimitation : illimitation de la production, donc du prélèvement des ressources renouvelables et non renouvelables, illimitation dans la production des besoins, donc des produits superflus, illimitation dans la production des rejets, donc dans l'émission des déchets et de la pollution.

Pour être soutenable et durable, toute société doit se donner des limites. Or la nôtre se glorifie de s'affranchir de toute contrainte et a opté pour la démesure. Certes, dans la nature humaine, quelque chose pousse l'homme à se dépasser. Cela constitue à la fois sa grandeur et une menace. Aussi, toutes les sociétés, excepté la nôtre, ont cherché à canaliser cette aspiration et à la faire travailler au bien commun. En fait, quand on l'investit, par exemple, dans le sport non marchandisé, cette aspiration n'est pas nuisible. Elle devient destructrice quand on laisse libre cours à la pulsion d'avidité (« recherche du toujours plus ») dans l'accumulation de marchandises et d'argent. Il faut donc retrouver le sens des limites pour préserver la survie de l'humanité. Le projet de la décroissance vise à sortir d'une société phagocytée par le fétichisme de la croissance.

Devenir des athées de la religion de la croissance

La décroissance n'est donc pas l'alternative, mais une matrice d'alternatives qui rouvre l'aventure humaine à la pluralité de destins et à l'espace de la créativité, en soulevant la chape de plomb du totalitarisme économique. Il s'agit de sortir du paradigme de l'*Homo œconomicus*, source de l'uniformisation planétaire et du suicide des cultures. En toute rigueur, il faudrait parler d'« a-croissance » comme on parle d'« a-théisme », avec ce « a » privatif grec. D'ailleurs, il s'agit bien pour nous de devenir des athées de la religion de la croissance... Il s'ensuit que la société d'a-croissance ne s'établira pas de la même façon en [Europe](#), en [Afrique](#) subsaharienne ou en Amérique latine. Il importe de favoriser ou de retrouver la diversité et le pluralisme.

On ne peut donc pas proposer un modèle clés en main d'une société de décroissance, mais seulement l'esquisse des fondamentaux de toute société non productiviste soutenable : l'utopie concrète d'une société autonome sereine et conviviale de prospérité sans croissance. Un tel horizon de sens présuppose une rupture révolutionnaire. Toutefois, les programmes de transition seront nécessairement

réformateurs. En conséquence, beaucoup de propositions « alternatives », comme les villes en transition, les Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), les monnaies locales, les systèmes d'échanges locaux, les jardins partagés, l'agriculture urbaine, etc., qui ne se revendiquent pas explicitement de la décroissance peuvent y trouver leur place. La décroissance offre ainsi un cadre général qui donne sens à de nombreuses initiatives sectorielles ou résistances locales favorisant des compromis stratégiques et des alliances tactiques.

Démarchandisation

Sortir de l'imaginaire économique implique cependant des ruptures bien concrètes. Il s'agira de fixer des règles qui encadrent et limitent le déchaînement de l'avidité des agents (recherche du profit, du toujours plus). Il ne suffit pas, en effet, de penser globalement et d'agir localement, il faut aussi mondialiser la protection du local et favoriser sa résilience. Cette relocalisation passe par un démantèlement ou une transformation radicale des institutions de l'omnimarchandisation du monde : [Organisation mondiale du commerce](#) (OMC), Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale.

Pour réinventer la bonne vie, il faut impérativement démondialiser et mettre un terme à ce jeu de massacre à échelle mondiale du libre-échange et de la concurrence au moins-disant économique, social et culturel, autrement dit, instaurer un protectionnisme raisonnable. Déjà, la « démarchandisation » de ces trois marchandises fictives que sont le travail, la terre et la monnaie et leur retrait du marché mondialisé marqueraient le point de départ d'un réencastrement de l'économie dans le social, en même temps qu'une lutte contre l'esprit du capitalisme et un premier pas vers une société d'« abondance frugale ». Ce projet peut sembler chimérique aujourd'hui, il est pourtant d'un extrême réalisme si l'on veut éviter l'effondrement de la civilisation humaine demain.